

s'assemble sur ce continent, et le Canada est la seule place où cette réunion pourrait avoir lieu. Cela profiterait aussi beaucoup à des représentants européens de venir voir un pays dont les gens n'ont ni à déplorer une guerre passée ni à craindre une guerre future dans ce continent. Une société comme celle-là aurait grand avantage à venir ici pour discuter les grands problèmes internationaux, dans un pays où il n'y a pas de haines de race, pas de rivalité ancrée, pas d'animosité religieuse, aucune de ces divergences qui, malheureusement, divisent les divers pays et races d'Europe depuis si longtemps à leur détriment, et je dirai même à notre propre désavantage. Je ne fais pas cette suggestion simplement en passant; je la présente après mûre réflexion. A mon avis, c'est une proposition pratique et utile qu'il serait peut-être avantageux pour les Etats-Unis et pour nous de voir réaliser. Bien que je ne veuille pas insister là-dessus ce soir, je demande sincèrement et franchement au premier ministre de bien vouloir avec ses collègues étudier sérieusement ma proposition. J'espère qu'après l'avoir discutée, ils arriveront à la conclusion qu'il est juste et à propos d'inviter la Société des nations à se réunir au Canada dans un avenir rapproché.

M. GOOD: Je ne pense pas qu'on ait lieu d'être désappointé de ce qu'un enfant soit obligé de se traîner avant de marcher. La Société des nations, telle qu'elle a fonctionné jusqu'ici, a peut-être été un peu trop sous le contrôle de certaines influences. Elle n'a probablement pas accompli tout ce qu'on attendait d'elle et ce qu'elle est susceptible d'accomplir à l'avenir. Malgré tout, j'estime qu'elle a droit à tout notre appui. Je ne vois pas d'autre idée, pas d'autre initiative qui puisse me donner plus d'espoir pour le règlement de certains de nos plus grands problèmes. Dans n'importe quel pays un citoyen ne doit pas s'occuper uniquement des affaires domestiques et en même temps ignorer complètement son devoir relativement aux rapports avec l'étranger. A notre époque, toutes les nations du monde dépendent étroitement les unes des autres, et si nous ne participons pas aux efforts tentés pour assurer la paix universelle, nous n'aurons aucune garantie pour notre civilisation et notre prospérité, je dirai même pour la protection de la vie de nos propres enfants.

J'appuie la suggestion qu'a faite l'honorable député de Halifax (M. Maclean) d'inviter la Société des nations à se réunir dans notre pays. C'est une très heureuse idée. J'ignore si elle est réalisable, mais j'espère que si l'occasion se présente l'automne prochain, le

[L'hon. M. Maclean.]

premier ministre (l'hon. Mackenzie King) en profitera pour faire cette très cordiale invitation.

J'aurai juste une autre remarque à faire et la voici: si on veut corriger les imperfections de la Société, telle qu'elle fonctionne actuellement, on ne pourra y réussir que si les nations de l'univers prennent une part active à son œuvre. Et cette participation active, comme l'a fait remarquer l'honorable député de Winnipeg-Centre (M. Woodsworth) ne peut pas s'effectuer en laissant simplement la direction des affaires de la société à ses fonctionnaires ou à des délégués que nous pouvons désigner pour assister aux assemblées de cette Société.

Je tiens à appuyer sur la nécessité de discuter ces questions internationales dans notre Parlement. Puisque le premier ministre et quelques-uns de ses collègues du cabinet doivent aller en Europe cet automne pour participer à des conférences impériales et économiques, il me semble qu'on devrait réserver un peu de temps d'ici à la fin de la session pour discuter nos rapports extérieurs, soit avec l'empire, soit avec l'étranger. C'est pourquoi j'insiste auprès du Gouvernement pour qu'il nous fournisse cette occasion de discuter les différents sujets qui seront susceptibles d'être étudiés au cours de ces conférences, l'automne prochain.

(L'article est adopté.)

Contribution du Canada à l'entretien du secrétariat permanent de la Société des nations, \$183,668,03.

M. POWER: Plusieurs de nos collègues ont exprimé en ma présence le désir d'adresser la parole au sujet de la Société des nations. Malheureusement ils sont absents, quelques-uns pour un très bon motif: ils combattent pour la bonne cause dans l'Ontario. D'autres sont absents parce qu'ils ignoraient que cet article dût venir ce soir. Je crois qu'ils seront désappointés de ne pas avoir eu l'avantage d'exprimer leur opinion sur cette question très importante.

M. GAUVREAU: Ils auraient dû rester ici.

M. POWER: C'est vrai, mais, dans ce cas, mon honorable ami de Témiscouata (M. Gauvreau) les aurait blâmés pour n'avoir pas défendu la cause à laquelle ils doivent allégeance.

M. GAUVREAU: Notre premier devoir est envers le Parlement.

M. POWER: Je suis aussi de cet avis, mais il se peut que certains honorables députés ont égard à leur loyauté au parti pour lequel mon honorable ami est toujours si fier de lutter.